



MESSAGE AU CONSEIL GENERAL

relatif à la modification des Statuts de l'Association des communes pour l'exploitation d'un corps de police intercommunale (ACoPol)

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

Le Conseil communal a l'honneur de vous adresser le présent message en vue de la modification des statuts de l'ACoPol.

I. PRELIMINAIRES

L'ACoPol a été créée le 13 décembre 2004, date de l'adoption des statuts par la DIAF, par les Communes de Corminboeuf, Givisiez, Granges-Paccot et Villars-sur-Glâne, constituées en association à cet effet.

Le but de l'Association est d'exploiter et de gérer un Corps de police intercommunal. Les statuts actuellement en vigueur ont été modifiés à trois reprises : le 21 janvier 2008, le 29 août 2011 et le 30 juin 2015. Ces modifications partielles ne concernaient pas les dispositions statutaires proprement dites, mais des dispositions du règlement de police, inclus dans les statuts et qui se devaient d'être adaptés à la modification de la législation cantonale (la dernière modification concernait l'utilisation de la vidéosurveillance).

La Commune de Matran a demandé à pouvoir intégrer l'Association. Selon l'art. 1^{er}, al. 2 des statuts, d'autres communes peuvent y adhérer, conformément à l'art. 18 desdits statuts.

Aux termes de l'art. 18, toute nouvelle commune qui adhère implique une modification y relative des statuts et l'approbation des trois quarts des communes, dont la population légale doit être en outre supérieure aux trois quarts de la population légale de toutes les communes membres de l'Association.



Une contribution d'entrée est demandée au nouveau membre adhérent. Par ailleurs, la composition de l'assemblée des délégués est adaptée en conséquence, en tenant compte de la population légale de la nouvelle commune membre.

Le comité de direction a décidé de donner une suite favorable à la demande de Matran. Cette commune, dont le territoire est limitrophe de Villars-sur-Glâne, peut parfaitement être incluse dans le périmètre de l'Association, sans que cela ne pose de problèmes particuliers. La seule contrainte réside dans l'engagement d'un agent supplémentaire pour couvrir les besoins de Matran. Concrètement, avec cet engagement supplémentaire, les communes membres de l'Association ne verront pas leur contribution financière augmenter, au contraire, celle-ci baissera légèrement. Le coût par habitant passera ainsi de Fr. 42.54 à Fr. 41.84.

Pour toutes ces raisons, le comité de direction vous propose de répondre favorablement à la demande de Matran de rejoindre l'ACoPol. L'Assemblée des délégués a accepté cette proposition ainsi que la modification des statuts dans sa séance du 27 octobre 2016.

II. REFONTE DES STATUTS

Cela étant, saisissant l'occasion de la demande d'adhésion de la commune de Matran, le comité de l'ACoPol a décidé de soumettre à l'assemblée des délégués une refonte des statuts qui sépare, dorénavant, les dispositions purement statutaires des réglementations régissant les affaires de police et du personnel.

La version actuelle des statuts « trois en un » présentait certes l'avantage d'un unique document, mais avait, dans les faits, bien plus d'inconvénients. En particulier, chaque modification de la législation cantonale entraînait automatiquement la modification des statuts, avec la lourde procédure d'acceptation, par l'assemblée des délégués **et** par les législatifs des communes membres. Par ailleurs, elle présentait aussi l'inconvénient qu'une modification mineure réglementaire pouvait entraîner d'autres modifications non voulues et plus importantes de dispositions d'ordre plus formel. Ensuite, au niveau du Canton, les règlements de police et du personnel sont du ressort de la Direction de la sécurité et de la Justice (DSJ) tandis que les statuts sont de la compétence de la Direction de l'intérieur et de l'agriculture (DIAF). C'est donc deux différentes directions avec leurs services respectifs concernés qui devaient examiner, à chaque fois, la modification des statuts touchant uniquement une affaire de règlement du personnel ou de police. Cette lourdeur avait pour corolaire un retard de l'entrée en vigueur des modifications et un surcroît de travail administratif pour l'Association et les communes.

La version ainsi proposée, de séparer les choses, aboutit à l'élaboration de trois documents distincts, à savoir les Statuts proprement dits qui contiennent les règles de base du fonctionnement de l'association ; un Règlement de police qui ne contient que des dispositions idoines et un Règlement du personnel consacré uniquement aux affaires usuelles du personnel, aux droits et devoirs des collaborateurs et à leur fonction au sein de l'Association.

Il n'y a pas eu de modification fondamentale des anciens statuts, mis à part celles relatives à l'entrée de Matran (art. 1, art. 5, 8 et art. 11 des statuts actuels) et celles rendues nécessaires pour être conformes à la législation cantonale (voir ci-après : dispositions modifiées). S'agissant des règlements, ils ont été reformulés conformément aux exigences de la DSJ et adaptés aux dernières modifications législatives en la matière, mais leur contenu de base reste le même. Le règlement du personnel a été étoffé : en effet, jusqu'ici c'est le règlement du personnel de la commune de Villars-sur-Glâne qui s'appliquait par analogie, lors de lacunes. Dorénavant, les dispositions topiques ont été intégrées directement dans le règlement du personnel de l'ACoPol. Cette manière de procéder est plus simple à utiliser et plus transparente, notamment pour le personnel. Par ailleurs, les dispositions du règlement de la

commune de Villars-sur-Glâne, applicables de fait par le renvoi, et qui posent problèmes pour une petite structure, n'ont pas été reprises en l'état.

Enfin, s'agissant des règlements, selon l'art. 112, al. 2, lit. e) LCo, ce n'est plus la double acceptation par l'assemblée des délégués et par les législatifs des communes membres qui est requise pour leur adoption, mais uniquement celle de l'assemblée des délégués, ce qui simplifie considérablement la procédure. Partant, seuls les statuts proprement dits sont soumis à votre approbation par ce message.

III. DISPOSITIONS MODIFIEES

Préambule

Le renvoi aux législations spéciales relatives aux affaires de police ou de personnel ont été biffées et sont reprises dans les règlements concernés. Une nouvelle référence est faite, conformément aux exigences du Service des communes (Scom), à la (nouvelle) loi sur l'information et l'accès aux documents (LInf).

Art. 1

L'ajout concerne la commune de Matran, qui fait partie désormais des communes membres, à l'al. 2. La disposition de l'article a été restructurée en 3 alinéas.

Art. 5

Cet article a été reformulé pour tenir compte de l'adhésion de Matran et pour pouvoir s'appliquer désormais si une nouvelle commune devait demander son adhésion. On a ainsi biffé la référence nominale au nombre de délégués par commune et prévu des voix qui peuvent être exercées par un seul délégué, si la commune le décide ainsi. Cela devrait permettre ainsi de limiter le nombre de délégués excusés lors des assemblées tout en gardant intact le nombre de voix disponible par commune. Chaque commune a droit à deux voix jusqu'à 2'000 habitants ; chaque fraction supplémentaire de 2'000 habitants donnant lieu à une voix supplémentaire, la dernière fraction supérieure à 1'000 donnant droit également à une voix supplémentaire. Cette manière d'agir garantit l'équité entre les communes et tient compte de la taille des communes et de leur participation financière.

Art. 6

Il s'agit de l'attribution de l'assemblée des délégués selon la loi sur les communes ; cette disposition a été demandée par le Scom.

Art. 7 al. 1, art. 8 et art. 10

Adaptation aux exigences de la LInf pour assurer la publicité des débats.

Art. 11, al. 1

La composition du comité a été modifiée pour tenir compte de l'entrée de Matran. Chaque Commune a droit à un représentant au sein du comité de direction ; les communes de plus de 10'000 habitants peuvent en avoir deux (actuellement c'est le cas uniquement de Villars-sur-Glâne).

Art. 12

Il s'agit de l'attribution du comité de direction selon la loi sur les communes ; cette disposition a été demandée par le Scom.

Section 4 – art. 22

Adaptation aux exigences de la LInf pour la publicité et le respect du droit à l'information du public.

Art. 24

La date de la sortie de l'Association a été ramenée de cinq ans à deux ans. Cela doit permettre une meilleure souplesse dans la gestion par les organes déjà en place et éviter que ce soient les organes désignés sous la nouvelle législature qui doivent prendre le relais.

La procédure de sortie a été fixée : seule une radiation du nom de la commune sortie sera effectuée sans qu'il ne soit nécessaire de passer par une modification formelle des statuts. En revanche, l'assemblée des délégués devra être informée et le Scom avisé pour approbation.

Chapitre II (anciens statuts)

Il est supprimé et ses dispositions reprises dans respectivement le règlement de police et le règlement du personnel.

Art. 28

Mention de la reprise des dispositions de l'ancien chapitre II ci-dessus.

IV. PROPOSITIONS

Au vu de ce qui précède, le Conseil communal vous propose de prendre les décisions suivantes :

1. L'adhésion de la Commune de Matran à l'ACoPol est admise.
2. La modification des statuts y relative ainsi que la refonte totale de ces derniers est acceptée.

Approuvé par le Conseil communal
dans sa séance du 14 novembre 2016

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Secrétaire


Emmanuel ROULIN



La Syndique


Erika SCHNYDER

Annexe : - statuts



STATUTS

**de l'Association des communes pour l'exploitation
d'un corps de police intercommunale
(ACoPol)**

Vu :

- la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo) et son règlement d'exécution du 28 décembre 1981;
- la loi du 9 septembre 2009 sur l'information et l'accès aux documents (LInf) ;
- la loi du 15 novembre 1990 sur la Police cantonale;
- la loi du 6 octobre 2006 d'application du Code pénal suisse (LACP).

Les communes membres arrêtent :

CHAPITRE I

Dispositions statutaires

Section 1

Dispositions générales

Nom et membres

Art.1

¹Sous la dénomination « Association des communes pour l'exploitation d'un corps de police intercommunal », ci-après : ACoPol, il est constitué une association de communes au sens des art. 109ss LCo.

²Les communes de Corminboeuf, Givisiez, Granges-Paccot, Matran et Villars-sur-Glâne sont membres de l'ACoPol.

³D'autres communes peuvent demander leur adhésion à l'ACoPol aux conditions fixées par l'art. 23.

Buts

Art. 2

L'association a pour but d'aménager les conditions destinées à assurer le maintien de la tranquillité, de la commodité, de la sécurité, de la salubrité, de la propreté et de l'ordre public, le respect des bonnes mœurs, ainsi qu'à exécuter les tâches déléguées par la législation sur la circulation routière. A cette fin, elle met sur pied et exploite un corps de police intercommunal.

Siège

Art. 3

Le siège de l'association est à Villars-sur-Glâne.

Section 2

Organisation

I. En général

Organes

Art. 4

Les organes de l'association sont :

- a) l'assemblée des délégués;
- b) le comité de direction.

II. L'assemblée des délégués

En général

Art. 5

¹Chaque commune membre a droit à deux voix pour une fraction jusqu'à 2'000 habitants. Chaque fraction supplémentaire de 2'000 habitants donne droit, en sus, à une voix ; la dernière fraction supérieure à 1'000 habitants donne également droit à une voix.

²Une commune ne peut disposer de plus de la moitié des voix. Chaque commune désigne le nombre de délégués qui représentent ses voix, mais au minimum un.

³Le nombre de voix est fixé en fonction de la population dite légale, selon la dernière ordonnance du Conseil d'Etat.

⁴Sous réserve d'autres directives émises par la commune, chaque délégué peut disposer de l'ensemble des voix qui sont attribuées à la commune.

⁵Les délégués sont désignés à chaque début de législature pour la durée de celle-ci. A la fin de la législature, ils restent en fonction jusqu'à la désignation de leurs successeurs.

Attributions

Art. 6

L'assemblée des délégués a les attributions légales suivantes :

- a) elle élit le président ou la présidente et les autres membres du comité de direction ;
- b) elle décide du budget, approuve les comptes et le rapport de gestion ;
- c) elle vote les dépenses d'investissement, les crédits supplémentaires qui s'y rapportent, ainsi que la couverture de ces dépenses ;
- d) elle vote les dépenses non prévues au budget ;
- e) elle adopte les règlements ;
- f) elle approuve les contrats conclus conformément à l'article 112 al. 2 LCo ;
- g) elle décide des modifications de statuts et de l'admission de nouveaux membres ;
- h) elle désigne l'organe de révision ;
- i) elle surveille l'administration de l'association.

Convocation

Art. 7

¹L'assemblée des délégués est convoquée par le comité de direction, par avis adressé à chaque délégué au moins 20 jours à l'avance. La convocation comprend l'ordre du jour ainsi que les documents y relatifs. L'inobservation de cette formalité entraîne l'annulabilité des décisions. En outre, les dates, heures, lieux et ordres du jour des séances sont annoncés au public par un avis publié dans les bulletins communaux ou les sites internet des communes, au moins dix jours à l'avance.

²L'assemblée des délégués se réunit au moins deux fois par année, pour approuver le budget et pour la clôture des comptes. Elle peut, en outre, se réunir à la demande de l'une des communes membres ou du 10^{ème} des voix des délégués. Dans ce dernier cas, l'assemblée des délégués doit être réunie dans un délai de 30 jours.

³Le Président du comité de direction préside l'assemblée des délégués.

Publicité des séances

Art 8

Les séances de l'assemblée des délégués sont publiques. Les modalités de cette publicité et la présence des médias sont régies par la loi sur l'information et l'accès aux documents (LInf).

Délibération et décisions

Art. 9

¹Les décisions se prennent à la majorité absolue des voix exprimées, les abstentions, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'étant pas comptés. En cas d'égalité, le Président départage.

²L'Assemblée des délégués ne peut prendre de décision que si la majorité des voix est représentée.

Procès-verbal

Art. 10

¹Le comité veille à ce que le procès-verbal puisse être consulté dès sa rédaction par toute personne qui le demande.

²Le procès-verbal est publié sur le site internet des communes membres dès sa rédaction ; toutefois :

- a) jusqu'à son approbation par l'assemblée suivante, le procès-verbal est publié avec la mention « provisoire » ;
- b) le comité peut, pour des raisons de protection des données personnelles, anonymiser certains passages dans la version publiée sur internet, en le signalant clairement dans le document.

III. Le comité de direction

Composition

Art. 11

¹Le Comité de direction est composé au minimum d'un représentant par commune jusqu'à 10'000 habitants. Il peut, dès ce seuil dépassé, avoir deux représentants.

²Le comité de direction désigne en son sein un vice-président ou une vice-présidente (ci-après, le vice-président).

³Le/la Chef/fe de la Police intercommunale participe aux séances du Comité directeur mais n'a qu'une voix consultative.

Attributions

Art. 12

¹ Le comité de direction a les attributions légales suivantes :

- a) Le comité de direction dirige et administre l'association. Il la représente envers les tiers.
- b) Il prépare les objets à soumettre à l'assemblée des délégués et exécute ses décisions.
- c) Il établit l'inventaire des postes de travail de l'association, engage le personnel et surveille son activité.
- d) Il prépare le règlement du personnel et la réglementation d'exécution.

e) Il établit le règlement général de police qui s'applique sur le territoire de toutes les communes membres.

² En outre, le comité de direction prend les mesures d'organisation et règle les compétences pour la gestion financière ; ainsi notamment, il

- a) détermine les conditions de retraits d'avoirs bancaires et, le cas échéant, de placements, conformément à l'article 69a al. 2 RELCo ;
- b) désigne les personnes compétentes pour viser les pièces justificatives conformément à l'article 43b al. 1 RELCo.

³ Il exerce en outre toutes les attributions qui lui sont déléguées par les statuts ainsi que celles qui ne sont pas déléguées à un autre organe.

Convocation et décisions

Art. 13

¹Le comité de direction se réunit aussi souvent que les affaires de l'association l'exigent, sur convocation du président ou à la demande de l'un de ses membres, dix jours à l'avance. Demeurent réservés les cas d'urgence.

²Les séances sont dirigées par le président ou, s'il est empêché, par le vice-président.

³Un procès-verbal des séances est tenu.

⁴Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées, les abstentions n'étant pas comptées; en cas d'égalité, le président départage.

⁵Pour le surplus, l'article 64 LCo est applicable.

Représentation

Art. 14

La représentation de l'association est régie par la législation sur les communes (cf. article 83 LCo).

IV. Désignation de l'organe de révision - Attribution

Art. 15

¹L'organe de révision est élu par l'assemblée des délégués.

²L'organe de révision vérifie si la comptabilité et les comptes annuels sont conformes aux règles de la loi sur les communes et de son règlement d'exécution.

³Le comité de direction fournit à l'organe de révision tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de sa mission.

V. Décisions de l'association

Art. 16

Les décisions de l'association, prises par ses organes dans le cadre de leurs attributions légales ou statutaires, obligent ses membres.

VI. Dispositions supplétives

Art. 17

L'organisation de l'association est, pour le surplus, régie par les articles 114 à 126 LCo.

Section 3

Dispositions financières

Ressources

Art. 18

Les ressources de l'association se composent :

- a) des participations communales;
- b) du produit des amendes d'ordre infligées en application de la décision de délégation du Conseil d'Etat ainsi que des amendes infligées suite aux infractions au règlement général de police;
- c) des subventions;
- d) des participations de tiers, de dons, de legs;
- e) des autres revenus de l'association.

Financement des investissements et des charges d'exploitation

Art. 19

¹Les investissements sont répartis entre les communes membres sur la base du nombre d'habitants (population légale au 31 décembre de l'année précédente).

²L'excédent de charges d'exploitation liées aux tâches accomplies par l'association, après déduction des subventions, participations de tiers, dons, legs et autres revenus éventuels, est réparti entre les communes membres sur la base du nombre d'habitants (population légale au 31 décembre de l'année précédente).

³Le comité de direction peut exiger de chaque commune des acomptes sur le montant de sa contribution, par trimestre d'avance.

Limite d'endettement

Art. 20

¹L'association peut contracter un emprunt de trésorerie jusqu'à concurrence de 200'000 francs.

²L'emprunt de trésorerie sert exclusivement à assurer les liquidités courantes destinées à financer les dépenses de fonctionnement de l'association.

Initiative et référendum

Art. 21

¹Les droits d'initiative et de référendum sont exercés conformément aux articles 123a et ss. LCo et selon les alinéas 2 à 5 du présent article.

²Les décisions de l'assemblée des délégués concernant une dépense nouvelle supérieure à 200'000 francs sont soumises au référendum facultatif au sens de l'article 123d LCo.

³Les décisions de l'assemblée des délégués concernant une dépense nouvelle supérieure à 400'000 francs sont soumises au référendum obligatoire au sens de l'article 123e LCo.

⁴Le montant net de la dépense fait foi, les subventions et participations de tiers ne sont pas comptées.

⁵En cas de dépenses renouvelables, les tranches annuelles sont additionnées. Si on ne peut déterminer pendant combien d'années la dépense interviendra, il est compté cinq fois la dépense annuelle.

Section 4

Information et accès aux documents

Principes

Art. 22

Les organes de l'association mettent en œuvre le devoir d'information et l'accès aux documents conformément aux présents statuts et à la législation en la matière.

Section 5

Adhésion, sortie, dissolution, liquidation

Adhésion

Art. 23

¹L'adhésion d'une nouvelle commune doit recueillir l'approbation de l'assemblée des délégués, ainsi que celle des trois quarts des communes, dont la population légale doit en outre être supérieure aux trois quarts de la population légale de toutes les communes membres de l'association.

²La nouvelle commune membre versera une participation correspondant à une prise en charge équitable des investissements consentis jusqu'ici par les communes membres.

³La composition de l'assemblée des délégués sera adaptée en tenant compte de la population légale de la commune qui adhère à l'association.

Sortie

Art. 24

¹Une commune peut sortir de l'association en observant un délai de deux ans pour la fin d'une année civile.

²La commune sortante doit régler sa part aux dettes non couvertes en cas de liquidation.

³Elle n'a aucun droit à l'avoir social.

⁴En cas de sortie d'une commune, il est procédé à la simple radiation du nom de la commune sortante, sans que cette modification des statuts ne fasse l'objet d'une approbation formelle. Toutefois, la sortie de la commune concernée sera annoncée lors de la prochaine assemblée des délégués et les statuts ainsi modifiés seront soumis au Service des communes.

Dissolution

Art. 25

L'association est dissoute par décision unanime des communes membres.

Liquidation

Art. 26

¹Les dettes de l'association éventuellement non couvertes par la liquidation de ses actifs sont réparties entre les communes membres proportionnellement à leur population légale.

²Après le règlement des dettes, le produit éventuel de la liquidation sert à rembourser, sans intérêts, le montant de la participation des communes au capital social, le solde éventuel étant réparti entre les communes membres proportionnellement à leur population légale.

CHAPITRE II

Dispositions finales

Modifications

Art. 27

Les présents statuts peuvent être modifiés en tout temps conformément aux dispositions légales. Toute modification des statuts entre en vigueur dès son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Entrée en vigueur

Art. 28

¹Les statuts approuvés par le Conseil d'Etat le 13 décembre 2004, puis modifiés et approuvés le 21 janvier 2008 sont abrogés.

²Les dispositions des anciens statuts sur le règlement de police – chapitre II – articles 22 à 76 des anciens (statuts) – sont repris dans une réglementation spécifique (Règlement général de police, respectivement Règlement sur le personnel de l'ACoPol).

³Les présents statuts entrent en vigueur après leur adoption par toutes les communes mentionnées à l'article premier et leur approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Décidés par l'Assemblée des délégués de l'ACoPol, lors de sa séance du 27 octobre 2016

La Secrétaire :

Georgette Chappuis

La Présidente :

Erika Schnyder

Approuvés par l'Assemblée communale de Corminboeuf, le

Le Secrétaire communal :

Le Syndic :

René Guisolan

Albert Lambelet

Approuvés par l'Assemblée communale de Givisiez, le

La Secrétaire communale :

La Syndique :

Ariane Menoud

Suzanne Schwegler

Approuvés par l'Assemblée communale de Granges-Paccot, le

Le Secrétaire communal :

Le Syndic :

Claude Robatel

René Schneuwly

Approuvé par l'Assemblée communale de Matran, le

Le Secrétaire communal :

Le Syndic :

Olivier Pillonel

Sébastien Dorthé

Approuvé par le Conseil général de Villars-sur-Glâne, le

Le Secrétaire :

La Présidente :

Emmanuel Roulin

Martine Vorlet

Approuvé par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le

La Conseillère d'Etat - Directrice :

Marie Garnier